

Une voix: Pourvu qu'il n'y ait pas d'incendie!

M. Lambert: Le bill sur les juges, le bill C-34, prévoit un salaire de \$70,000, mais dans 15 ans, sans aucune révision artificielle de la loi, cela représentera \$195,000 par année, soit presque le triple. C'est ce que donne le facteur de 7 sur 14 ou de 1.07 au quatorzième. Certains d'entre nous ne seront peut-être plus de ce monde dans 15 ans, mais la majorité des députés verront sans doute tout cela. Il nous faudra non pas un bureau, mais bien deux pour placer tout le papier dont nous aurons besoin pour noter ces chiffres. Nous devons faire ce que les pays d'Europe ont fait après la guerre.

● (1530)

[Français]

En France, qu'est-ce qu'on a fait? On a eu les anciens francs et les nouveaux francs. En Belgique c'était la même chose. En Allemagne, ils ont fait encore la même chose.

[Traduction]

Que ferons-nous? Nous dirons que \$10 ne valent plus que un dollar. Nous dévaluerons ou revaloriserons la monnaie à un dixième de son ancienne valeur. C'est ce qui est arrivé à la lire et au yen. Au cours des années, toutes ces devises ont souffert de l'inflation. Mais cette année, à cause de la montée en flèche du taux d'inflation, les gouvernements de divers pays ont abandonné pour toutes sortes de raisons toute idée de juguler l'inflation. Cette semaine, le gouvernement britannique a décidé d'abolir le billet de 1 livre parce que la livre ne veut plus rien dire dans le système monétaire britannique. Je me rappelle que la livre valait \$5 quand j'étais étudiant à l'université. A titre d'ancien combattant et d'étudiant canadien dans une université britannique, je recevais mon allocation au taux de \$5 la livre. Maintenant, 35 ans plus tard, le billet de 1 livre va être supprimé parce qu'il ne veut plus rien dire. La livre deviendra une pièce de monnaie de cuivre heptagonale. Au lieu de valoir 20 shillings, elle vaudra 20 nouveaux pence. Voilà ce que donne l'inflation.

Le projet de loi à l'étude est à l'image de cette sorte d'inflation. Nous verrons peut-être ensuite nos pièces de 5c. et de 10c. disparaître de la circulation parce qu'elles seront devenues inutiles. Le sou ne vaut déjà plus rien. Les députés peuvent demander: «Pourquoi rabâchez-vous toujours la même chose au sujet de l'inflation?» Je parle actuellement de l'inflation, comme je parlais des dangers insidieux de l'inflation dès 1968 quand ce fichu gouvernement est arrivé au pouvoir. Le même homme qui dirige le gouvernement actuel le dirigeait à cette époque-là. Il s'intéressait davantage aux fadaïses qui amusent les Canadiens. Le Canadien moyen s'intéresse à son emploi, car il veut avoir les moyens qu'il faut pour s'offrir à lui-même et à sa famille trois bons repas par jour. Il veut se loger convenablement. C'est lui, et non ceux qui ne gagnent pas, c'est-à-dire les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, qui représente la productivité financière au Canada. Le salarié est celui qui doit faire face aux exigences de la production au Canada. C'est lui qui doit supporter nos régimes sociaux.

Suivant le traitement qu'ils accordent à cet effectif producteur, les États réussissent ou ne réussissent pas à s'occuper du reste de leurs citoyens. Mais, franchement, nous nous y sommes bien mal pris au Canada. Nous allons avoir dans les 15 années qui viennent un problème comme nous n'en avons jamais eu. Je suis persuadé que le ministre des Finances (M. MacEachen) et ses collaborateurs se réveillent la nuit pour se

Pouvoir d'emprunt

demander où le Canada va trouver l'argent voulu pour s'acquitter de ses obligations. Il n'y a jamais eu de programme social qui ait été réduit par la suite. Bien sûr, ou s'en fait gloire, mais nous sommes dans le cas de ces gens qui s'achètent des voitures trop chères pour pouvoir rouler carosse à l'église le dimanche et en imposer à leurs voisins, ou qui vont faire des voyages pour les épater. Ils ne réussissent ainsi qu'à s'endetter davantage.

Nous appauvrissons tellement le pays que nous allons l'acculer à la faillite nationale. Ce qui me sidère, c'est la vitesse avec laquelle le manège nous entraîne. Le gouvernement se croit malin de tenir le pays en haleine avec du pain et des jeux. Mais vient fatalement le jour où cela doit se payer, et l'argent ne pousse pas dans les arbres. Il n'y a pas de baguette magique pour en fabriquer. On ne dépense que ce que l'on gagne. Dieu seul sait comment il se fait qu'il y ait tant de gens, ici comme ailleurs, qui dépensent non seulement l'argent de l'année mais aussi celui des dix ans à venir. Ils ne seront pas là pour récolter la tempête. Des députés de ma génération qui sont arrivés ici il y a 20 ans ne sont plus là—à quelques exceptions près—pour témoigner que les 14 milliards d'autorisations d'emprunt à l'étude représentent plus de deux fois les six milliards du budget total de l'époque. Il y a 20 ans, on disait que six milliards, c'était inflationniste. Nous savons que les années vécues avec Walter Gordon, celles qui ont précédé 1967, ont été fortement inflationnistes parce que le résultat de ses politiques s'est fait sentir en 1968 et 1969.

● (1540)

En juillet 1969, le premier ministre a prononcé une allocution télévisée absolument extraordinaire qu'il a répété à quelques occasions par la suite. Il venait alors de prendre la tête du parti libéral. Puis en octobre 1975, il a décidé d'établir le contrôle des prix et des salaires. Enfin, en 1978, de retour d'un sommet européen, le premier ministre est intervenu une nouvelle fois dans le secteur économique. Chaque fois, cela a eu des conséquences absolument désastreuses pour le pays. Le chef du gouvernement ne comprenait absolument rien à la situation et passait l'essentiel de son temps à offrir aux Canadiens du pain et des jeux comme on dit, pour les distraire. Plutôt que de s'attaquer à l'inflation sans délai alors qu'elle n'en était qu'à ses débuts, il s'est contenté d'administrer quelques remèdes ici et là. L'un de ces remèdes a été l'indexation des pensions, mesure qui est maintenant tellement ancrée dans le système qu'on peut difficilement envisager de la supprimer.

Savez-vous combien coûte au pays l'indexation des pensions des fonctionnaires et des militaires canadiens? On est pratiquement arrivé aujourd'hui à l'indexation à la minute près de l'assurance sociale, du supplément de revenu garanti et de la pension des anciens combattants, ce qui n'empêche pas le gouvernement de continuer à affirmer que cela n'a rien d'inquiétant et que nous pouvons nous le permettre. Parce qu'il faut bien se dire qu'il serait fort peu rentable sur le plan électoral de prendre des décisions pénibles qui viseraient à reprendre en main les rênes de l'économie et d'informer la population qu'elle doit faire des sacrifices pour que les choses s'améliorent, au lieu de se décharger des problèmes sur les pays voisins. On a eu un exemple de cette attitude l'année dernière, lorsque la proposition visant à prélever une taxe de 18 cents sur chaque gallon d'essence afin de rembourser ces subventions absolument stupides et insensées que le gouverne-